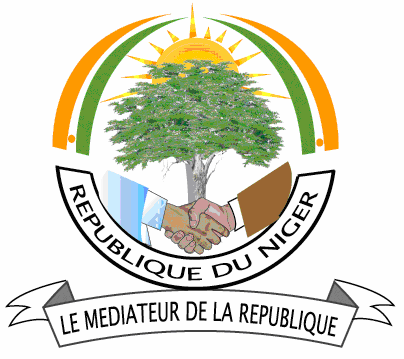
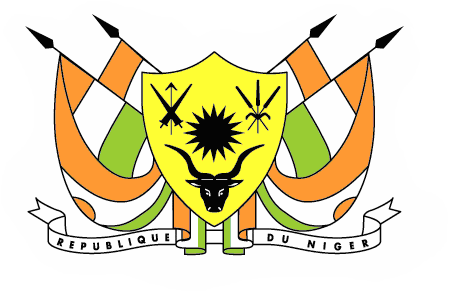
<<<<p<<<<p



**REPUBLIQUE DU NIGER**

***Fraternité – Travail – Progrès***

**Le Médiateur de la République**



**TERMES DE REFRENCE POUR L’ORGANISATION DES ATELIERS REGIONAUX DE CDIR**

**Contexte et justification**

Le Niger est partie prenante à la CDE et à la charte africaine des droits et du bien-être de l’enfant qu’il a ratifiée. Il produit régulièrement les rapports aux organes de traités dont le dernier a été présenté en septembre 2018 au comité des droits de l’enfant de Genève. Ce comité a apprécié le rapport en constatant les progrès, en matière de santé, nutrition et éducation, mais aussi a formulé d’importantes recommandations dont la plupart ont trait à la protection de l’enfant.

En effet, il a été constaté que les progrès sont timides et voir même insignifiants par rapport aux violences, abus et exploitations des enfants où certaines données montrent une stagnation telles celles relatives au mariage d’enfants. Sur ce plan, le pays présenterait le plus fort taux de mariage des enfants au monde. Une proportion de 75% des filles sont mariées avant leur dix-huitième anniversaire, 28% d’entre elles sont même devenues mère avant leurs 16 ans (Unicef 2016). Cette pratique est particulièrement ancrée dans le milieu rural compte tenu des pesanteurs socioculturelles.

**Les causes couramment évoquées sont multiples, dont :**

* Les normes sociales qui cantonnent la femme à un rôle d’épouse et de mère dépendante d’un époux chef de famille d’une part ; et qui mettent fin précocement à l’enfance des jeunes filles en les privant de la période de transition que représente l’adolescence avant l’entrée à l’âge adulte d’autre part ;
* Une offre de service de base insuffisante tant au niveau de l’accès que de la qualité en particulier pour l’éducation ; ce qui favorise la déscolarisation des filles et par conséquent le mariage des enfants :
* La faible implication des leaders religieuxà tous les niveaux dans les régions, départements les communes et les villages.

**Les conséquences du mariage des enfants quant à elles sont d’ordre sanitaire, socioéducatif et économique**

* **Sur le plan sanitaire**
* La survenu de fistules obstétricales liées à la maternité précoce ;
* Détérioration souvent irréversible de l’état de santé général de la jeune mère sur le plan physique, mental et psychologique à cause des grossessesprécoces, rapprochées et répétées ;
* Risques élevés de mortalité maternelle chez les adolescentes, liés à leur immaturité physique (35% des décès des filles de 15 à 19 ans sont liés aux grossesses précoces) ;
* Les enfants nés des adolescentes présentent plus de risques de malnutrition impactant sur leur survie et leur développement.
* **Sur le plan socioéducatif**
* Les mineures mariées font face à des responsabilités qu’elles ne sont pas préparées à assumer ;
* La survenue de nombreux cas de divorces de mineures, souvent dus aux comportements infantiles de celles-ci ;
* L’abandon des victimes des fistules par leurs maris et parfois même par leurs parents ;
* La stigmatisation et la marginalisation des victimes au sein de la société;
* L’abandon scolaire à bas âge.
* **Sur le plan économique**
* Couts financiers très élevés à supporter pour les soins médicaux ;
* Incapacité de beaucoup de victimes de mariage d’enfants à participer aux actions de développent ;
* Difficulté des victimes de mariages d’enfants à accéder à l’autonomisation par manque de compétences**.**

Le mariage étant un acte religieux et social, les leaders religieux méritent d’être pleinement impliqués afin que le pays se dote d’une législation nationale harmonisée avec les conventions internationales ratifiées par le Niger , conformément aux recommandations du forum sur le mariage des enfants organisé à Maradi du 09 au 10 juin 2019, par le Médiateur de la République et pendant lequel l’Etat et les partenaires techniques œuvrant dans le domaine de la protection de l’enfant étaient présents à ce forum (Notamment Ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l’Enfant, Plan International, OXFAM, UNICEF,BRIDES, word vision et save the children).

Suite à cette demande solennelle faite par ce forum, le Comité de dialogue Intra et Inter Religieux du Niger (CDIR) se propose d’organiser des ateliers régionaux regroupant toutes les tendances religieuses existantes au Niger.

Ces ateliers vont servir de base de données solide pour l’organisation d’un forum national des religieux au cours duquel l’engagement des religieux sur le mariage des enfantssera validé.

**OBJECTIFS DES ATELIERS**

**Objectif général**

* Obtenir les engagements des autorités religieusesrégionales, toute confession confondue.

**Objectifs spécifiques :**

1. Discuter et définir la position des religions avec leaders religieux par rapport au mariage des enfants particulièrement la jeune fille.
2. Faire connaitre et partager avec leaders religieux l’expérience des autres pays par rapport aux efforts fournis concernant le mariage des enfants.
3. Harmoniser les propositions des leaders religieux par rapport au mariage de la jeune fille ;
4. Obtenir la signature des engagements des leaders religieux de chaque région.

**Résultats attendus**

1. La position des religions sur le mariage des enfants est clairement définie ;
2. L’expérience des autres pays est acquise et partagée positivement ;
3. Les propositions des leaders religieux par rapport au mariage de la jeune fille sont harmonisées;
4. Les engagements de leaders religieux de chaque région sont obtenus par signature.

**Méthodologie**

La présentation des statistiques et conséquences néfastes du mariage d’enfants par les spécialistes du domaine, accompagnée des conférences débats religieuses.

**Démarche :**

Les responsables de chaque direction régionale de la promotion de la femme et de la protection de l’enfant et celui de la santé présenteront un exposé sur la situation du mariage des enfants dans sa région. L’équipe de CDIR va ensuite présenter une conférence islamique et chrétienne sur le thème du mariage des enfants.Des discussions et contributions sont autorisées aux intervenants afin d’éclaircir ou d’enrichir la position religieuse par rapport aux thèmes traités par les conférenciers. La cérémonie sera clôturée par la signature d’un engagent de religieux.

**Participants** : Pour chacune des 8 régions

* Equipe du CDIR-Niger …………………………………………. 4
* Equipe technique pour la supervision …………………. 2
* Facilitateur (coordonnateur régional du CDIR) ….… 1
* Rapporteurs (Membre du CDIR dans la région) …... 2
* Juge des mineurs.....................................................1
* Le responsable régional de la santé publique ….…..1
* Le responsable régional de la PFPE ………….…………..1
* Représentants communaux de CDIR ………………... 2 (1 musulman et 1 chrétien)
* Consultant.............................................................1

**Invités**:

* Gouvernorat..............................................................1
* Conseil Régional........................................................1
* Mairie........................................................................1
* Association de la Chefferie Traditionnelle................3
* Les grands chefs religieux.........................................2
* Imam principal au niveau communal........................1
* Elus locaux................................................................2
* CDIR régional............................................................5

**Budget** (en annexe)